

CRISE MALIENNE

# Les implications d'une intervention armée sériees à Alger

*Alors que le monde était suspendu à la décision du Conseil de sécurité de l'ONU, qui s'est réuni hier au niveau ministériel pour statuer sur les suites à donner à la demande de la Cédéao, la crise malienne est passée, une fois de plus, en revue par deux ex-colonels de l'ANP et un universitaire qui se sont retrouvés hier au Centre de presse d'El Moudjahid. Affirmations convergentes d'un panel venu marteler les risques d'une intervention armée dans le Nord-Mali.*

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)**- Le débat, modéré par l'omniprésent Mohand Berkouk, s'est voulu un déroulé d'affirmations et d'avertissements qui cadrent parfaitement avec la position défendue par l'Algérie dans le dossier malien.

Et c'est à Mustapha Saidj, universitaire, qu'a été dévolue la tâche de (dé) montrer l'interaction entre le politique et l'économique dans la position française, le plus va-en-guerre des pays occidentaux. L'orateur, qui s'est attardé sur la conceptualité du conflit, a travaillé à faire ressortir le fait, patent, pour lui, de ce que la démarche de la France est dictée par ses intérêts économiques, s'appuyant sur la citation de François Mitterrand qui eut à dire

que «la politique africaine de la France, c'est Elf, Total et Aréva». Mustapha Saidj est parti de ce postulat qu'il a transposé sur l'actualité pour soutenir que la France agit pour des intérêts bien calculés.

Une évidence, en somme. Aussi lorsqu'il met en exergue l'effort de marketing politique qu'elle y consent pour valider l'option d'une intervention militaire, il ne livre point de scoop. En revanche, il partage une information lorsqu'il soutient que la France a déjà opéré un déploiement militaire discret au Niger et au Tchad, en prévision de l'entrée en action de la force africaine. Estimant que l'intervention militaire dans le Nord-Mali aura des conséquences fâcheuses sur les



Maliens eux-mêmes et sur les pays du voisinage, Mustapha Saidj affirme que, s'agissant de la lutte contre le terrorisme dans la région, cela relève des prérogatives fon-

ctionnelles du Cémoc, l'ONU ne devant intervenir, selon lui, que dans l'animation du processus de stabilisation institutionnelle du Mali. «L'intervention militaire étrangère

va déstabiliser le processus de stabilisation.» Pour sa part, Maâmar Bendjana, colonel de l'ANP à la retraite et qui assure le secrétariat général de la Fondation algérienne de stratégie et de sécurité, a longuement disserté sur les implications négatives de la solution militaire préconisée pour la crise malienne.

En militaire qu'il était, il estime que la force africaine n'a pas les capacités opérationnelles de couvrir un aussi vaste territoire (94 000 km carrés) et qu'elle n'a pas les compétences militaires requises dans ce genre d'intervention.

Pour lui, une intervention étrangère pourrait aussi souffrir du sentiment d'irrecevabilité par les populations locales, avec, en sus, le risque de voir le conflit se propager à toute la sous-région.

Nourredine Amrani, également colonel de l'ANP à la retraite, considère que la menace politique pèse sur l'Algérie, tant est que les Américains tentent de l'impliquer dans leur projet du Grand-Moyen-Orient (GMO).

S. A. I.

## LE CHEF DU GOUVERNEMENT LIBYEN À ALGER

# Coopération et sécurité au menu

*Le chef du gouvernement libyen est depuis hier à Alger. Les deux pays tentent de regarder résolument vers l'avenir après les brouilles nées de l'après-Khadafi. Au centre des discussions, la coopération en matière sécuritaire mais également économique.*

**Nawal Imès- Alger (Le Soir)**- Arrivé hier à Alger pour une visite de deux jours, Ali Zidane a été reçu par son homologue algérien. La coopération économique et militaire est en tête des préoccupations. La Libye qui se relève difficilement d'une période d'instabilité garde une fragilité en matière économique et est à la recherche de partenaires. De par sa proximité, l'Algérie représente un

partenaire sur lequel la Libye veut compter. Les échanges avec la Libye, dont le volume était de 19,2 millions de dollars en 2011 contre plus de 56,3 millions de dollars en 2010, ont baissé de 193%. Une chute de 228,3% est constatée pour les importations de l'Algérie et 169,46% pour ses exportations. Les événements qui ont secoué le pays ne sont pas étrangers à cette situation. Sur un plan

politique, les deux pays sont passés par une période de grande tension pendant et avant la «révolution». L'Algérie avait temporisé, affichant un soutien tacite au guide libyen, s'attirant les foudres des responsables du CNT. Ces mêmes responsables faisaient circuler des informations selon lesquelles des mercenaires affluaient vers le territoire libyen à partir de l'Algérie. Des déclarations qui avaient provoqué une véritable crise entre les deux pays. L'épisode de l'arrivée de la famille Khadafi sur le sol algérien n'a pas été sans conséquences sur les relations algéro-libyennes. Les

nouveaux dirigeants du pays avaient en effet vu du mauvais œil la faveur accordée par Alger à la famille du guide déchu et réclamé à maintes reprises que cette dernière quitte le sol algérien pour être jugée en Libye. Un consensus a fini par être trouvé. Alger a imposé des règles strictes à la famille de Khadafi en leur interdisant toute prise de parole publique. Le deal n'a pas toujours été respecté et les transgressions ont été à l'origine de vives tensions. Aujourd'hui, les deux pays font état de la volonté de dépasser ces écueils pour regarder vers l'avenir.

N. I.

## 36<sup>e</sup> CONGRÈS DE LA POLICE ARABE

# L'expérience sécuritaire algérienne à la disposition des polices arabes

*L'Algérie est disposée, à travers sa Sûreté nationale, à apporter son expérience à toutes les polices arabes qui la sollicitent. C'est ce qui ressort du discours du premier responsable de la Direction générale de la Sûreté nationale prononcé devant les participants au 36<sup>e</sup> congrès des directeurs généraux de la police qui se tient à Alger.*

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Dans une intervention lors des travaux du 36<sup>e</sup> congrès des directeurs généraux de police et de sécurité arabes, le général major Hamel a indiqué que l'Algérie «a toujours veillé à prendre part aux efforts arabes dans le domaine de la coopération sécuritaire et à toutes les initiatives visant le développement de cette coopération». L'Algérie est également,

ajoute le même responsable, «soucieuse de participer à travers son expérience à toutes les rencontres organisées dans le cadre du Conseil des ministres arabes de l'Intérieur et de ses différents organes», a-t-il ajouté. Abdelghani Hamed dira également que la consécration de la sécurité arabe commune exige d'«accorder une importance aux services de police dans nos pays dans le but de les développer à travers des plans judiciaires et des programmes adéquats», tout en ajoutant que l'«échange d'informations et d'expériences en matière de formation est aussi nécessaire à la concrétisation de cet objectif».

Le directeur général de la Sûreté nationale et président du congrès a souligné, en outre, que l'Algérie «a œuvré au développement des services de police afin qu'ils soient au diapason des institutions de sûreté des pays développés grâce à un plan étudié visant le renforcement de leurs capacités d'action et d'intervention afin qu'ils puissent faire face

aux mutations internes et externes avec professionnalisme».

Sur un autre chapitre, les participants ont examiné les retombées sécuritaires de 2011 et leur impact sur l'élaboration de la vision future de la sécurité arabe. A ce titre, selon le communiqué final lu par le secrétaire général du Conseil des ministres arabes de l'Intérieur (CMAI), Mohamed Ben Ali Koumane, les participants recommandent «d'accorder un intérêt aux aspects social et humain dans le travail des services de sécurité».

Ils ont également insisté selon le même document sur le nécessaire «respect des droits de l'homme dans l'application de la loi de manière à renforcer la confiance entre la police et les citoyens». Ils ont, en outre, souligné l'importance de «l'élimination de la marginalisation culturelle et économique pour éviter que les citoyens ne soient récupérés par des groupes extrémistes ou des organisations terroristes».

A. B.

## PEINES ALTERNATIVES À LA PEINE DE PRISON

# Près de 6 800 décisions depuis 2009

Les peines alternatives à la peine de prison en vigueur depuis 2009 semblent aller crescendo. Et pour cause, alors que 57 détenus en ont bénéficié au tout début, ils sont maintenant près de 6 800 à se voir délivrer des décisions du genre. C'est le directeur général de l'administration pénitentiaire qui en a fait part, hier, dans le cadre du forum, le premier du genre, organisé par le ministère de la Justice, en étroite collaboration avec l'Université arabe Naïef des sciences de sécurité. Un bilan chiffré qui illustre la réussite de cette option adoptée par l'Algérie en 2009 et qui a poussé Mokhtar Felioune, dans son exposé consacré à cette expérience, à plaider pour son extension. D'autant plus, argumentera-t-il, que les auteurs de petits délits sont majoritairement des jeunes et sans qualification et que les peines alternatives à la peine de prison constituent pour eux une sorte de réparation pour leurs délits, tout en se sentant utiles à leur environnement. Des peines de substitution qui consistent essentiellement en des travaux d'intérêt général accomplis par les auteurs de petits délits (accidents de la circulation, consommation de drogue, outrages, injures et coups et blessures volontaires nécessitant un arrêt de travail de moins de 15 jours), et homicide involontaire, et condamnés à une année d'emprisonnement au maximum, selon leur profil et leur choix. Pour Felioune, comme pour plus d'un intervenant lors de ce forum de trois jours auquel des experts arabes et européens prennent part, «emprisonner un délinquant, de surcroît jeune, pour une courte durée n'est bénéfique ni pour lui ni pour la société». D'où, poursuivent-ils, «l'opportunité qu'offre la sanction alternative qui vient à point pour lui faire payer son délit tout en étant utile à la société».

Un procédé en vogue dans le Vieux-Continent et qu'un expert auprès de l'Union européenne chargé des peines, invité à l'occasion, a tenu à vulgariser et partager avec ses confrères arabes. Vallotan André insistera, en marge de l'ouverture de la rencontre, lui qui devra intervenir à la mi-journée de ce mardi, sur l'encadrement à même d'accompagner au mieux les bénéficiaires de ces peines palliatives.

Un autre impératif, celui de l'intégration dans les législations arabes comme cela s'est déjà fait dans des pays développés, comme le soulignera le ministre de la Justice, garde des Sceaux, à l'ouverture du forum, de ces peines alternatives à la privation de liberté au regard, dira-t-il, «des avantages économiques et rééducatifs qu'elles présentent à l'égard de la petite délinquance non dangereuse».

Pour Mohamed Charfi, l'insertion de ces peines alternatives dans notre système législatif est considérée comme «un événement exceptionnel de la réforme de la justice et constitue un saut qualitatif vers la modernisation de la politique pénale et la promotion des méthodes de traitement et de rééducation des condamnés».

M. Kebci